

Table ronde

Pour rendre publique la signature de la convention

Cnam- CNRS- ATD Quart Monde

En vue de la création d'un

**ESPACE COLLABORATIF POUR LE DÉVELOPPEMENT DES
RECHERCHES PARTICIPATIVES AVEC DES PERSONNES EN
SITUATION DE PAUVRETÉ**

"Croiser les savoirs avec tou.te.s"

Cnam, le 5 Novembre 2019-11-28

Olivier Faron,

Administrateur général du Cnam :

Merci Madame la présidente d'ATD Quart Monde, merci Monsieur le directeur de l'Institut national des sciences humaines et sociales du CNRS, cher François-Joseph, et merci à toutes et à tous d'être là. Je suis très heureux de voir la conclusion d'une étape importante dans ce mouvement, dans ce parcours de recherche et pour toutes les pistes qui s'ouvrent. Du point de vue du Cnam, c'est en 2014 que nous avons été contactés, en l'occurrence Marcel Jaeger que je remercie très chaleureusement d'avoir eu ces premiers contacts en particulier avec Patrick Brun et Claude Ferrand pour construire un projet qui connaît aujourd'hui une nouvelle étape décisive. Nous avons signé une première convention en mai 2015 et nous concrétisons à présent cette démarche pionnière.

Quelques mots aussi sur la référence à Joseph Wresinski. Le directeur du centre Wresinski est ici. Rappelons une phrase de Wresinski qui devrait être placée à notre frontispice : « Le pauvre qui n'aura pas été introduit dans l'intelligence des hommes ne sera pas non plus introduit dans leur cité ». C'est un peu le message qu'on essaye de mettre en application dans ce qui va être fait aujourd'hui. A travers toutes ses interventions au comité de recherche sur la pauvreté de l'association de sociologie à l'UNESCO en 1980, à la Sorbonne en 1983, Wresinski nous a donné une vraie motivation, une vraie ligne de conduite à nous tous intellectuels, universitaires, acteurs du monde social pour essayer de donner une

place réelle aux personnes en situation de grande pauvreté et nous efforcer d'en faire des acteurs de ce que nous faisons dans le cadre des missions de nos établissements.

Un mot sur le lien entre ATD et le Cnam. Nous nous retrouvons aujourd'hui sur des grandes missions que nous portons dont le thème du croisement des savoirs, avec différentes priorités importantes.

La première est évidemment liée à la recherche. Comment peut-on mieux connaître, mieux avancer et apporter de nouvelles connaissances de la réalité sociale ? En ce sens, je salue la présence du laboratoire Lise. Il s'agit d'un laboratoire très performant, d'une UMR CNRS. Le Lise est très important sur les thèmes afférents à ce que nous allons traiter aujourd'hui. J'ajouterai également que nous avons créé une structure transversale sur l'emploi et le travail. C'est l'ancien centre d'étude sur l'emploi, que nous avons transformé en Centre sur l'emploi et le travail, qui peut réfléchir aux questions de recherche d'emploi, de travail précaire. Le CEET est un outil qui porte notamment des programmes de post-doctorat. La deuxième question prioritaire est celle des formes d'expertise et du lien entre elles.

L'autre ambition dans ce partenariat avec ATD est la question de la formation, de la montée en compétences. Au Cnam, tout finit par faire une formation. Donc quelle sera la bonne formation et en particulier comment peut-on accompagner les professionnels, accompagner les acteurs de terrain ? Pour le secteur tertiaire, le social est l'un des grands domaines dans

lesquels nous avons à œuvrer et beaucoup des travailleurs du secteur social viennent sur les bancs du Conservatoire. Cela représente donc une priorité.

Je reviens à quelques jalons historiques. Nous avons commencé par un séminaire épistémologique qui a eu lieu les 5 et 6 Mai 2015 avec en particulier l'Odenore, l'Observatoire du non recours aux droits et aux services. Il y a eu cette grande rencontre en 2015, puis toute une série de moments avec un croisement, je dirais un « frottement », entre le monde plus académique et le monde des professionnels de l'action sociale et bien sûr, le monde des personnes en grandes difficultés. Cela a été porté avec ambition et des investissements importants.

Et puis nous avons rencontré le soutien du CNRS avec le GIS démocratie et participation dont je salue la co-directrice et un colloque organisé au CNRS en mars 2017 avec de nombreux chercheurs du Cnam, en particulier du LISE sur les recherches participatives avec les personnes en situation de pauvreté, avec l'implication du côté CNRS de Maria Térésa Pontois, que je salue. Y ont participé également Sandra Laugier et évidemment les militants d'ATD. Il y a eu d'autres projets, dont un appel pour le développement des recherches participatives au croisement des savoirs en 2016. Nous avons à bâtir à présent : des formes d'espace collaboratifs, des espaces ouverts : un vrai niveau d'échanges entre tous les acteurs. Cela renvoie aux recherches citoyennes, aux recherches participatives. Comment peut-on inventer une science en train de se faire, où chacun indépendamment de ses

origines et de ses étiquettes porte la quête de connaissances ?

La deuxième chose rejoint la mission centrale du Conservatoire. Au Conservatoire, nous sommes tous un peu les héritiers de l'Abbé Grégoire. Notre problématique, notre question centrale est comment nous pouvons écouter et construire avec des populations un peu oubliées des nouveaux parcours et leur redonner une chance. C'est ce que nous faisons dans un très beau projet avec AG2R La Mondiale où des personnes très éloignées de l'emploi, en situation peut être pas de grande pauvreté, mais de pauvreté, reviennent vers nous. C'est ce que nous allons faire dans les territoires avec de nouvelles antennes, et en tout cas c'est la question que nous avons quand nous allons dans les prisons, quand nous allons vers les réfugiés. Grâce à vous, tout ce lien est à réinventer, à reconstituer. Il y a donc de vrais enjeux, des enjeux de recherche, de recherche participative, et des enjeux dans la façon dont nous portons notre mission de service public vers ceux qui en ont le plus besoin. Quand vous regardez les statistiques de la formation professionnelle, c'est probablement un des domaines les plus clivants de ce pays. Notre établissement s'honorera donc à vous écouter pour aller plus loin. Merci à toutes et à tous et sachez que vous pouvez compter sur nous pour aller plus loin.

François Joseph Ruggiu,

Directeur de l'INSHS, CNRS :

Monsieur l'administrateur général, madame la présidente, cher et chères collègues je voulais moi aussi m'associer aux remerciements qui ont été exprimés par Olivier Faron et dire tout le plaisir que j'ai d'être présent dans cette salle au Cnam, je vous remercie beaucoup de cette invitation, et en votre compagnie.

C'est vrai que nous sommes particulièrement heureux d'avoir pu mener à bien cette convention entre ATD Quart Monde le Cnam qui sont pour nous, en ce qui concerne ATD Quart Monde un partenaire nouveau et pour le Cnam un partenaire plus ancien avec en particulier avec cette très belle unité qu'est le LISE et avec lequel je suis particulièrement heureux de mener une nouvelle action. Et je crois profondément que le Cnam est par le fait qu'il est une institution d'interface entre des mondes très différents, tu le rappelais Olivier, le Cnam donc est la bonne institution pour travailler sur un tel projet.

Je voudrais d'abord saluer et remercier tous les collègues, tous les chercheurs qui ont été engagés dans ce projet en particulier les collègues du CERAS et puis nos collègues du GIS qui sont représentés parmi nous et qui ont été concernés par cette action dans le GIS Démocratie et participation.

Aussi Olivier Faron a rappelé la genèse de cette action. Pour nous, elle s'est inscrite dans une action très forte portée par le président Alain Fuchs et autour de science en société qui a donné de nombreuses actions, et certains éléments de cette belle production sont dans le

dossier distribué ici et parmi ces actions il y a eu ce colloque que tu as rappelé, de Mars 2017 qui a été pour nous un colloque extrêmement important, un colloque un peu déclencheur, au-delà des pionniers qui s'étaient investis, derrière, la structure INSHS a vraiment pris conscience d'un certain nombre de nouvelles directions de recherche et de nouvelles manières de faire de la recherche. Et ce colloque a vraiment entamé un processus de maturation qui finalement arrive non pas à son terme mais est arrivé à une étape tout à fait importante. Et je voudrais moi aussi remercier Maria Térésa Pontois qui est parmi nous et Sandra Laugier qui avez été avec d'autres collègues extrêmement volontaristes dans l'organisation de ce colloque.

Au fond pour nous ce qui était extrêmement important qui apparaissait clairement dans ce colloque et qui apparaît clairement dans l'action que nous menons ensemble c'est cette profonde articulation entre la recherche et les enjeux sociétaux. C'est vraiment une préoccupation majeure maintenant de la plupart des acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche, et c'est une préoccupation que porte profondément le CNRS. Le CNRS est en train d'élaborer son contrat d'objectif avec l'Etat, et il place un certains nombres de défis sociaux au premier rang de ses préoccupations, en particulier un défi sur les inégalités éducatives dont nous aurons sans doute l'occasion de reparler. Lorsque le CNRS a ré-ouvert l'année dernière la possibilité d'avoir des contrats doctoraux, il a mis un certain nombre de ces contrats doctoraux sur des défis sociaux et j'espère que le processus pourra se poursuivre. Donc développer cette recherche connectée aux

grands défis de la nation c'est vraiment pour nous une ambition forte et nous nous rejoignons je crois tout à fait tous les trois sur cela.

Et ici nous avons vraiment une caractéristique qui est très particulière qui fait que nous avons avec vous la possibilité sur un défi particulier qui est la prise en compte de cette pauvreté, de cette grande pauvreté, nous avons la possibilité d'explorer de nouvelles méthodologies et je crois que c'est ça qui nous a vraiment le plus retenu. Vous avez dans l'action que vous allez mener une dimension pluridisciplinaire qui est extrêmement importante à nos yeux, mais qui je dirai un peu la manière dont nous abordons, et en particulier au sein du LISE, la manière dont nous abordons systématiquement les questions ; mais vous avez en plus la volonté d'intégrer à la recherche les questions qui sont posées par les intéressés eux-mêmes, par les sujets eux-mêmes de la recherche. Ce qui débouche sur quelque chose qui est souvent désiré, souvent mis en avant mais assez rarement réalisé, et je crois que c'est ça qui nous a retenu principalement dans l'action que nous avons avec vous, parce que vous vous montrez comment le réaliser concrètement et cela débouche sur la possibilité de co-construire la recherche avec les sujets de la recherche donc les personnes en situation de pauvreté ou de grande pauvreté. Et c'est ça la direction que nous souhaitons le plus explorer avec vous, sachant que par là même nous contribuons à quelque chose qui est aussi fondamental pour nous qui est la question de la construction des capacités, la possibilité de donner à ces sujets eux-mêmes une nouvelle capacité.

Donc je crois que sur ces sujets que nous partageons, il y a beaucoup de recherches qui sont menées au sein de l'INSHS sur la pauvreté dans beaucoup de disciplines, sur beaucoup de thématiques, mais il y a avec vous cette nouvelle méthodologie qui s'incarne concrètement qui se réalise et qui réussit réellement et c'est ça que nous avons envie de développer avec vous. Et à partir de là nous espérons que ce qui va se faire va irriguer très largement la recherche telle qu'elle est menée en particulier avec nos collègues des unités qui relèvent en particulier de la section 36 et de la section 40. Nous savons aussi que nous en retirons des bénéfices par exemple sur toutes les questions éthiques qui nous préoccupent de plus en plus.

Donc je crois que nous ne pouvons que nous féliciter de la signature de cette convention, placer beaucoup d'espoir dans le travail que vous allez réaliser et vous savez que vous pouvez compter à tout moment sur notre soutien et nos soutiens cher Olivier. Je voulais vous remercier de tout ce que vous avez fait. Vous remercier aussi de votre patience, la signature de la convention a été longue, mais je crois que nous sommes au bout du compte exactement à l'endroit où nous voulions arriver, parce que nous avons dans cette convention un remarquable tremplin pour l'avenir et nous pouvons nous en féliciter.

Claire Hédon,

Présidente d'ATD Quart Monde :

Je suis très heureuse d'être avec vous et je voudrais vous redire à quel point cette convention entre le Cnam le CNRS et ATD est importante pour nous, parce que c'est grâce à vous les chercheurs qu'on peut faire comprendre aux politiques et au grand public ce que peuvent apporter les personnes les plus pauvres dans la société : leur intelligence, leur pensée et que c'est un vrai enjeu de démocratie. La démocratie ne peut pas oublier une partie de la population. Vous pouvez nous y aider.

Pourquoi ? Parce que faire comprendre ce qu'est réellement la participation en ce moment ce n'est pas très simple. Il y a un engouement pour la participation mais aussi beaucoup d'érzats. Dans la concertation pour construire le Plan Pauvreté du gouvernement, les personnes en situation de pauvreté ont certes été auditionnées, mais à aucun moment il y a eu une co-construction. Vous avez parlé de co-construction, cet élément est absolument essentiel. On peut prouver que les personnes très pauvres peuvent apporter dans une co-construction. Elles ont une connaissance à apporter mais aussi une intelligence. J'ai trois exemples à vous donner. La première remonte à quelques années et concerne Marie France Zimmer qui est militante Quart Monde – à ATD les militants Quart Monde ce sont les membres du Mouvement qui vivent en situation de précarité parce que les premiers à se battre contre la pauvreté ce sont quand mêmes elles. Elle était dans une réunion provoquée par le gouvernement de l'époque sur la question du budget des plus pauvres. Le groupe de

travail, avec des haut fonctionnaires et associatifs tournait autour de l'idée d'apprendre aux pauvres à gérer leur budget. Elle les écoute pendant une demi-heure et au bout d'une demi-heure elle était un peu agacée et elle leur dit «écoutez on va échanger nos revenus et nos factures et on va voir comment vous vous en sortez avec 550 euros.» Cela a changé la direction du groupe... Cela dit quelque chose d'un savoir ; moi je ne saurai pas m'en sortir avec le RSA et eux ont appris, et il y a un vrai savoir là-dessous. Un autre exemple à Manille aux Philippines, ATD est présent avec des familles qui vivent sous un pont et un autre groupe de famille qui vivent dans un cimetière et les familles qui vivent sous le pont étaient souvent chassées par la police et ont fini par être relogées, mais à 50 kilomètre du centre de Manille, avec des logements qui étaient bien mais des moyens de transports inexistantes et de fait des difficultés d'accéder à des sources de revenus et elles sont de fait revenues sous le pont. Donc si on ne construit pas avec les personnes à partir de ce qu'elles savent qu'elles ont besoin on peut être dans l'inefficacité totale des politiques de lutte contre la pauvreté. Et puis j'ai un exemple plus récent avec le RUA, Revenu Universel d'Activité. Il y a une concertation en ce moment d'une transformation du RSA en RUA et dans lequel par exemple serait inclus les APL. Et ce sont des militants Quart Monde qui nous ont tout de suite alerté en disant « Mais ça c'est très embêtant parce que si les APL nous sont versés directement et que c'est nous qui devons après les verser au bailleur, on est dans de telles difficultés financières en fin de mois, qu'il y a des arbitrages entre des choses qu'on paye et qu'on ne paye pas et qu'on risque de ne pas payer le loyer et

d'augmenter les expulsions ». Et c'est ce qui s'est passé en Grande Bretagne avec l'Universal Credit, de manière très flagrante.

Donc si on ne construit pas avec les personnes en situation de précarité on peut très vite aller vers des situations absurdes. Pour notre part, l'action de terrain du Mouvement ATD Quart Monde, se nourrit et se construit à partir d'une connaissance construite avec les personnes les plus pauvres. Cela a toujours été ainsi et c'est certainement dû à notre fondateur qui lui-même était issu de la grande pauvreté et qui en avait absolument assez qu'on pense pour lui et qu'on décide pour lui.

Je pense que si on ne comprend pas bien la misère on ne va pas pouvoir bien lutter contre elle. Et je voudrais vous dire notre inquiétude en ce moment de la disparition de l'ONPES Observatoire Nationale de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale. C'est un très mauvais signe, ce n'est pas en étudiant moins la pauvreté qu'on luttera mieux contre. Alors on va nous dire que ce n'est pas une disparition complète, c'est une insertion dans le Conseil National de Lutte contre les Exclusion (CNLE) mais c'est quand même la suppression d'une grosse partie du budget de 400 000 euros, deux équivalents temps plein. C'est une vraie inquiétude car l'ONPES construit une connaissance à partir tant des administrations que des chercheurs et des associations de personnes en situation de pauvreté.

En résumé faire comprendre les conditions de la vraie participation et d'une connaissance co-construite est essentiel pour nous.

C'est essentiel que les personnes les plus pauvres participent à toutes les instances de consultation. Je voudrais vous donner l'exemple de la convention citoyenne sur le climat. Vous savez qu'il y a eu un tirage au sort, nous on sait que le tirage au sort ne permet pas de sélectionner des personnes en grandes précarité. Le tirage au sort fait qu'elles auront été appelées, mais elles n'oseront jamais venir participer parce qu'elles ne se sentent pas d'attaque de défendre un point de vue mal connu et peu cru face aux autres. Au moment du grand débat il y avait aussi des raisons pratiques il fallait imprimer le document le signer le scanner et le renvoyer donc il y a des choses très pratiques qui ne sont pas faisables. On a alerté le gouvernement sur la convention citoyenne pour le climat, et ce dernier nous a proposé deux places sur 150. Mais si on prend le taux de pauvreté, même le taux de pauvreté à 50% du revenu médian, soit moins de 850 euros par mois, c'est à peu près 5 millions de personnes donc 8 % de la population. 7 à 8% de 150 pour moi ça fait 10 ça ne fait pas 2. Et mettre deux personnes en situation de précarité au milieu de 148 autres ce n'est pas les mettre dans les conditions de la participation. Voilà un exemple de moments où on a du mal à se faire comprendre. Or pour nous une convention citoyenne sur le climat dans laquelle il n'y a pas de personnes en situation de grande précarité passe à côté d'un vrai enjeu de démocratie.

Dans ce que cela pu apporter ce travail de recherche avec les personnes et dont même le sujet est défini avec les personnes, je voudrais parler de toute la recherche qu'on a mené sur les dimensions de la pauvreté à l'international dans 6 pays, en France Grande Bretagne

et Etats Unis, pays du Nord et trois pays du Sud, Tanzanie Bangladesh et la Bolivie, dont le rapport international ainsi que le rapport pour la France viennent d'être publiés.

Je voudrais donner deux exemples de ce qu'une recherche comme celle-là apporte, des choses que vous avez peut-être déjà entendues, mais qui ressortent de façon très importante : la dépossession du pouvoir d'agir, la façon où d'autres en permanence décident pour les personnes : elles ne sont plus libres d'agir, et sont même empêchée d'agir. Et un deuxième point important c'est la maltraitance sociale et institutionnelle qui ne met en accusation personne en particulier, mais de fait le regard sur les plus pauvres est un regard très facilement discriminant.

Donc je voulais vraiment vous remercier et vous dire à quel point nous avons besoin de vous pour faire comprendre cette nouvelle approche de la connaissance.

Je voulais vous remercier Monsieur Ruggiu d'abord d'avoir renouvelé la subvention annuelle qui permet d'organiser les journées d'études avec l'ensemble des co-chercheurs. Cette aide est très précieuse comme est précieuse l'aide constante du GIS Démocratie et Participation, sans laquelle l'espace n'aurait pas vu le jour. Je voulais vous remercier aussi Olivier Faron, Stéphane Lefevre, le Cnam, d'abord d'avoir organisé cette rencontre ici, on sait que vous avez renforcé votre présence dans le comité de pilotage de l'espace collaboratif et que vous cherchez aussi des moyens de soutenir financièrement l'espace, mais on a aussi un besoin vous savez c'est que vous accueilliez un espace numérique pour rendre public les travaux de l'espace,

ce serait vraiment utile, et même on a un besoin je suis désolée d'aller dans le très pratique, un besoin d'une adresse mêle cnam.net, parce que pour l'instant l'espace collaboratif a une adresse à orange.fr c'est un peu dommage. Voilà je vous redis que nous avons besoin de votre soutien et le Cnam et le CNRS de nous mettre en contact avec des chercheurs, on a besoin d'être plus nombreux à travailler sur ces questions-là, on a besoin de progresser là-dessus ; vous avez dit progresser ensemble, et oui je suis convaincue qu'on a besoin effectivement de progresser ensemble.

Stéphane Lefevre,

**Adjoint à l'administrateur général,
chargé de la recherche au Cnam :**

Nous avons prévu maintenant une table ronde relativement courte avec les acteurs de l'espace collaboratif avec Bruno Tardieu d'ATD Quart Monde, Marcel Jaeger du Cnam et Marion Carrel du GIS Démocratie et Participation.

Bruno Tardieu,

**Directeur du centre de mémoire et de
recherche Joseph Wresinski :**

Marcel Jaeger, Marion Carrel et moi-même avons prévu de vous donner des angles de vue sur le projet d'Espace Collaboratif. Il m'a été confié de dire l'intention initiale.

ATD Quart Monde est né en 1957 dans un des camps pour sans logis créé par l'abbé Pierre, celui où étaient réunies toutes les familles qu'Emmaüs ne parvenait pas à reloger. Là, le Père Joseph Wresinski, ayant lui-même grandi dans la misère, s'est reconnu dans la population du camp ; il a vécu 10 ans dans ce camp, et

tout fait pour que les actions des gens s'organisent et surtout qu'ils cessent de se diviser –dans la misère la tentation de se rejeter les uns les autres est forte -- pour se rassembler, s'unir et se faire entendre partout jusqu'à ce que la misère disparaisse.

La misère était niée à cette époque des 30 glorieuses, et il y a eu d'emblée un grand besoin d'alliance avec les scientifiques, ne serait-ce que pour montrer qu'elle existait. Elle n'était pas compréhensible en ces temps de croissance économique et le premier colloque qu'on a réussi à faire, à l'Unesco, portait sur les « familles inadaptées ». On parlait aussi de « familles a-sociales », c'était là l'état de la connaissance sur la misère. Wresinski, lui, ne voyait pas dans la population de ce camp des familles inadaptées ou a-sociales, il ne voyait pas des cas sociaux comme on disait aussi à l'époque, il voyait, lui, une réalité sociale et politique. C'est pour ça qu'il a forgé de nom de Quart Monde construit à partir d'un essai de création d'un Quatrième Ordre pendant la révolution Française.

Pour prouver l'existence de la misère. Des sociologues et psychologues sont venus travailler avec les permanents d'ATD Quart Monde qui faisaient de l'observation participante rapidement considérée plus pertinente que les questionnaires fermés faisaient mentir les gens. Ces universitaires ont donc réussi à monter avec ATD un colloque international à l'UNESCO en 1964, en lien avec l'association mondiale de sociologie, avec pour thème « les familles inadaptées ». Le livre qui rend compte de ce colloque, rédigé par le sociologue Jules Klanfer s'est appelé « l'exclusion sociale », un concept forgé par ce colloque qui a fait le

tour du monde depuis. Après les exposés montrant pourquoi les familles étaient inadaptées au progrès (carence personnelles intellectuelles ou morale) Wresinski a montré que ces familles étaient au contraire très bien adaptées aux conditions violentes qu'on leur imposait. Et avec le sociologue Labbens et Jules Klanfer qui avaient travaillé à Noisy avec ATD, ils ont montré que les enquêtes par questionnaires fermés échouaient car les habitants du camp étaient tellement loin des « bonnes réponses » qu'ils ne disaient pas la vérité pour correspondre à la norme sous-jacente aux questionnaires. Ils ont expliqué que la plupart des travaux pour comprendre les comportements des gens s'appuyaient sur des cadres d'interprétation construits à l'extérieur de l'expérience de la misère et, partant, passaient à côté du sens. Ces cadres ne comprenant pas l'intelligence que les gens ont de leur situation, ne mettaient en lumière que leur manque d'intelligence, leur « inadaptation ». Ils préconisent alors que les gens vivant la misère devraient pouvoir construire leur cadre d'interprétation de la réalité qu'ils vivaient. Et pour cela ils ne pouvaient le faire que collectivement. Ce n'est pas seul qu'on peut se libérer d'un récit dominant qui dénie votre expérience, qui est entièrement à charge. Ce n'est pas seul qu'on peut construire un cadre d'interprétation. C'est le début d'un long travail pour créer un espace collectif où les très pauvres pourraient construire un cadre d'interprétation pertinent pour leur expérience et donc une connaissance.

Ces remarques viennent de travaux historiques sur nos origines, menés entre autres par Axelle Brodiez, du CNRS. Ils décrivent les premiers pas de la recherche

à ATD Quart Monde les premiers pas d'un long chemin vers une connaissance qui soit vraie et qui serve à faire reculer la misère, un long chemin vers des méthodes de recherches dans ce but là, donc une épistémologie que Marion Carrel et Marianne de Laat ici présentes ont qualifié d'épistémologie post pauvreté. Un peu dans la continuité des épistémologies féministes, et des épistémologies post coloniale, nous parlons d'une épistémologie radicale, une épistémologie qui prend responsabilité vis-à-vis d'une injustice qui empêche la connaissance. Le travail de connaissance que nous entreprenons ensemble a un but très clair, non pas de comparer toutes les méthodes de recherche action participative, mais le recul de la misère. Les méthodes de recherche en construction sont un moyen, pas le but. Posture radicale, et nous l'assumons. Mais en un sens pas plus radical que la recherche médicale qui depuis Hypocrate affirme vouloir faire reculer la maladie et la souffrance. Alors comme vous l'avez dit il faut beaucoup travailler la méthode, parce que sans recherche de méthode les gens sont écrasés.

Ce colloque de 1964 a créé un groupe permanent sur la pauvreté au sein du congrès mondial de sociologie, avec Peter Tonwsend, S.M Miller et d'autres chercheurs en pointe sur ces questions. Près de 20 ans plus tard, un autre pas est franchi où Wresinski s'adressant à ce groupe leur a dit que leur savoir était fondamental mais incomplet : il ne peut pas être pertinent s'il n'est pas complété par le savoir des gens d'action, c'est pour ça qu'on s'est tourné vers le Cnam et s'il n'est pas complété par le savoir des premiers intéressés qui vivent l'expérience

de la misère. Il a exposé des écueils possibles de la recherche, celui de penser à la place des gens pauvres, celui de les considérer uniquement comme des sources d'information pour la recherche, celui de les déranger dans leur effort de penser. En effet à cette époque, les espaces de réflexions collectifs d'ATD Quart Monde, Université Populaire Quart Monde en particulier, ont déjà 15 ans d'expérience et la preuve est faite que sous certaines conditions de non domination et dans des enclaves de sécurité, les gens en situation de pauvreté peuvent sortir du silence et de la parole assujettie pour formuler leur pensée en se confrontant les uns les autres. Ils sont éminemment des chercheurs eux-mêmes qui ont des questions fondamentales : ils veulent comprendre pourquoi le monde les traite ainsi et comment faire sortir l'humanité de son acceptation de la misère. Wresinski affirmait l'utilité indiscutable du savoir universitaire mais pour devenir utile, pertinent et mobilisateur, il devait être complété par le savoir construit par les gens en situation de pauvreté et par le savoir d'action de tous les intervenants dans le monde de la misère.

De ce discours est sorti la création de programmes de recherche expérimentaux, imaginés et menés par Françoise et Claude Ferrand, ici présent, avec d'autres en particulier Patrick Brun, aujourd'hui décédé qui accompagné évalué et écrit sur ces programmes expérimentaux « Quand le Quart Monde et l'université pensent ensemble » et « Quand le Quart Monde et les professionnels se forment ensemble ». L'invention de la méthodologie sortie de ces programmes expérimentaux prend au

sérieux le fait que ces savoirs sont complémentaires, qu'ils doivent pouvoir se construire de manière autonome, sans domination, et qu'alors, et alors seulement, la confrontation et le dialogue, le croisement, entre ces savoirs pouvait avoir lieu. Le premier programme appelé aussi le Croisement des Savoir a été menés en partenariat avec l'université de Tours et l'institut Cardjin en Belgique. Ce premier programme a apporté des éléments nouveaux dans le domaine du droit, de l'éducation, de la famille, de la représentation. Cette méthodologie de recherche a été mise en œuvre et affinée dans plusieurs autres recherches par exemple une grande recherche mondiale sur la misère comme violence, une grande recherche mondiale sur l'impact des objectifs du millénaire pour le développement, mais aussi à l'initiative d'autres institutions de recherche par exemple au Québec une recherche intitulée « EQUI sanTE connaître les barrières entre les personnes en situation de pauvreté et les équipes de soins », avec l'université de Sherbrook au Québec. Marianne De Laat ici présente et Marion Carrel ont signé un article dans *Sociologie et Société* pour décrire les innovations et enjeux épistémologiques de cette recherche, avec aussi Christine Loignon, et Sophie Boyer.

Puis l'étape d'après, vous en avez parlé Monsieur Faron, c'était de chercher à mettre cette expérience en dialogue dans l'université avec d'autres qui cherchaient dans la même direction pour confronter des méthodologies qui visent une justice épistémique vis-à-vis des inégalités et des exclusions économiques et sociales de plus en plus grande et de chercher à construire une communauté scientifique

autour de ces enjeux et innovations. Un récent numéro de la revue *Nature* consacre un large dossier à ce qu'ils considèrent comme une des enjeux majeurs de la science : comment co-construire une connaissance entre les chercheurs et les premiers concernés. Et c'est à ce moment-là que Patrick Brun et Claude Ferrand ont approché le Cnam et rencontré Marcel Jaeger qui va nous dire la suite de l'aventure et ensuite Marion dira les travaux d'aujourd'hui.

Marcel Jaeger,

Chaire de travail social et d'intervention sociale au Cnam

Pour compléter cet historique, Olivier Faron a parlé de la formation et il est vrai que l'entrée de ce partenariat a été un peu au hasard de la vie à travers la formation notamment un master de recherche en travail social ? Cela a correspondu à la création d'une spécialité doctorale liée au travail social. Si je l'évoque c'est parce que finalement l'apport d'ATD pour le Cnam a été d'aider à l'appropriation par des professionnels du travail social de nouvelles façons de penser et d'agir. En fait ce qui se joue dans la formation, c'est à la fois la transformation des représentations que les acteurs ont notamment des publics les plus en difficulté et c'est aussi contribuer à la transformation de la société et à l'approfondissement de la démocratie.

Très concrètement, la thématique de la participation est revenue dans le secteur social de manière relativement récente. Elle n'a pas été abordée par exemple au moment des Etats généraux du travail social. On la voit apparaître à partir de 2015 et la question de la recherche a

croisé finalement la question de la participation de manière totalement inattendue : l'idée était notamment de dire que c'était important que les personnes les plus en difficultés puissent contribuer à l'élaboration de projets et à l'élaboration de politiques publiques. Mais la question n'est pas uniquement celle de leur écoute, c'est l'idée que les personnes en difficulté produisent de la connaissance, ce qu'a dit Claire Hédon. Du point de vue des chercheurs qui ont commencé à s'intéresser à ces sujets, pour nous cela a été une étape assez nouvelle et assez différente de ce que nous avons connu en termes de recherche-action. Finalement, en mettant en avant la recherche-action, nous étions dans un processus dans lequel cela se jouait à deux, à la fois des chercheurs et des professionnels. Aujourd'hui, la façon d'aborder la recherche se joue à trois, avec les acteurs directement concernés. Au début de ce que nous avons mis en place avec Patrick Brun et Claude Ferrand, entre autres, il a fallu partir d'exemples concrets. Il se trouve que les trois exemples de recherches retenues relevaient de la protection de l'enfance et, en effet, c'est en 2014 qu'apparaissent les premières recherches où des jeunes sont impliqués eux-mêmes dans la recherche. L'idée finalement dans le séminaire épistémologique que nous avons organisé ensemble était de se dire qu'à partir du moment où il y avait une méthodologie ayant permis d'avancer dans le champ de la protection de l'enfance, nous pouvions imaginer de la reproduire et de la développer dans d'autres secteurs, et en particulier dans le milieu de la pauvreté.

J'insiste beaucoup sur l'impact du travail mené et que nous continuons de mener

conjointement sur la question du rapport aux personnes et la question de l'accompagnement. Nous travaillons beaucoup sur le développement du pouvoir d'agir, mais on ne peut pas occulter la réalité des difficultés des personnes ni la nécessité de se dire que des façons d'accompagner les personnes doivent être transformées.

Je terminerai en disant qu'il s'est produit un autre évènement très important pour les professionnels. On sait que le travail social existe depuis la fin du 19ème siècle ; or nous avons, avec le décret signé le 6 mai 2017, pour la première fois, l'intégration d'une définition du travail social, dans le code de l'action sociale et des familles. Cette définition doit beaucoup à ATD. Elle reprend l'idée que le travail social et les métiers d'aide à autrui reposent sur trois types de savoirs : les savoirs académiques, les savoirs pratiques mais aussi les savoirs théoriques des professionnels, et puis les savoirs d'expérience. Aujourd'hui, nous continuons la réflexion dans le cadre notamment du Haut conseil du travail social et bien entendu au Cnam. Nous avons eu une rencontre en juin 2019 pour travailler sur la notion de savoirs experts et nous sommes très soucieux de pouvoir poursuivre cette collaboration avec vous.

Marion Carrel, Co directrice du GIS démocratie et participation

Je représente le GIS Démocratie et Participations (réseau scientifique sous l'égide du CNRS) et le Ceraps (laboratoire CNRS), en l'absence de Julien Talpin directeur adjoint du Ceraps qui n'a pas pu venir. Nous dirigeons tous deux le GIS Démocratie et Participations et travaillons donc en étroite collaboration sur ce projet.

Le Colloque organisé par le CNRS/ATD Quart Monde et le Cnam « Construire les savoirs avec tou.te.s » le 1er mars 2017 au siège du CNRS avait marqué la nécessité de soutenir réflexions, expérimentations, évaluations relatives aux pratiques de recherches participatives en croisement des savoirs avec les personnes en situation de pauvreté, et à susciter l'émergence de projets de recherches de ce type au sein de la communauté scientifique.

C'est l'objet de l'Espace Collaboratif. Merci aux signataires de la convention, merci au CNRS de contribuer financièrement à son organisation, complexe, qui prend du temps, mobilise beaucoup d'associatifs, personnes en situation de pauvreté, professionnels et chercheurs de toute la France. C'est une aventure collective passionnante et passionnée aussi : nous soulevons des enjeux de pouvoirs, de savoirs, qui sont peu souvent débattus, qui sont parfois conflictuels.

Notre ambition : creuser le sillon d'une « épistémologie post-pauvreté », en écho aux épistémologies féministes et postcoloniales. Au sein des recherches participatives, diverses, ces épistémologies proposent une lecture ambitieuse des rapports entre production des connaissances et inégalités sociales. L'exclusion du processus de production de la connaissance et d'accès aux résultats peut redoubler la violence sociale et économique que les personnes

historiquement marginalisées subissent par ailleurs (Fricker, 2007 ; Medina, 2013 ; Santos ; Godrie, 2019).

Notre double postulat : (1) la science est plus complète quand elle prend en compte les savoirs « situés », invisibles, d'usage, d'expérience, ignorés - ici, les savoirs des personnes en situation de grande pauvreté (2) l'enjeu démocratique : il n'y a pas de démocratie, ou bien incomplète là-aussi, quand une partie de la population est tenue à l'écart, n'est pas entendue, pas crue.

Il s'agit donc d'assumer une visée de démocratisation de la science et de la société, en développant une réflexion sur la production des connaissances en lien avec la « justice cognitive » (Visvanathan, 1997). Cela passe par la reconnaissance de savoirs pluriels.

Concrètement : Nous avons organisé deux journées, une en juin 2018, une en juin 2019, qui ont réuni une soixantaine de personnes organisés en trois groupes :

- 1) Chercheurs de différents laboratoires (pluridisciplinaire)
- 2) Praticiens dans le champ du développement social,
- 3) Militants de trois associations (Centre social des Trois Cités de Poitiers, Université Populaire des Parents d'Aulnay et ATD Quart Monde)

Alternance de travail en groupes de pairs, puis en plénière (en croisement)

Il s'agit d'expérimenter la méthode de travail en croisement des savoirs, permettant à chacun des groupes représentés de construire d'abord une réflexion entre personnes de même appartenance – les « groupes de pairs »

–, avant de la partager avec les autres groupes.

Il s'agit aussi d'étudier, discuter une recherche différente par journée, qui est élaborée de A à Z de manière participative avec des personnes en situation de pauvreté et des professionnel.le.s.

Lors de la première journée le 20 juin 2018, la recherche internationale en croisement des savoirs menée conjointement par l'université d'Oxford et ATD Quart Monde sur les dimensions de la pauvreté et leurs mesures. (<https://www.atd-quartmonde.org/sortie-du-rapport-recherche-les-dimensions-cachees-de-la-pauvrete/>) a été présentée et discutée.

Lors de la deuxième journée le 11 juin 2019, la recherche Confcap-Capdroits sur les conditions d'appropriation des droits fondamentaux des personnes vulnérables (<https://confcap-capdroits.org/>) a été présentée et discutée. Vous trouverez les comptes rendus de ces deux journées sur le site du GIS <https://www.participation-et-democratie.fr>

Quelques premiers éléments issus de ces deux journées :

La recherche participative avec des personnes en situation de pauvreté prend du temps, et ce temps n'est pas le même pour tous ! Un exemple, le temps de préparation de la journée de juin 2019 a nécessité :

- 3 journées de préparation pour les personnes en situation de pauvreté
- 1 journée pour les praticiens
- ½ journée pour les chercheurs

Des enjeux de savoirs, donc de pouvoirs, sont travaillés au sein de cet espace : les différents acteurs ont des méthodes différentes ; des enjeux de

compétition/ légitimité, des tensions apparaissent :

- Exemple : trois groupes de pairs bien distincts et temps de croisement des savoirs chez ATD, versus trinômes toujours mélangés et méthode plus souple chez Capdroits.
- Place des praticien.nes pas toujours facile à trouver dans ce tryptique
- Rôle des associations dans l'accompagnement des personnes en situation de pauvreté
- Réactions de certains chercheur.es : « nous on fait de l'ethnographie, on est au plus proche des gens, quelle différence ? »
- Qui est à l'initiative de la recherche, qui en tire le plus de bénéfices ?
-

Des représentations très différentes de la « recherche participative » et des contributions de chacun. Exemple : lors du photo langage sur la collaboration entre chercheurs, pauvres et praticiens de la journée de juin 2019, le groupe des personnes en situation de pauvreté a choisi une photo d'une foule dans laquelle tous portent le même masque blanc (c'était avant la sortie du film Jocker ;-)

Leur choix de photo était accompagné de ce texte :

« Nous, les personnes en difficulté, est-ce qu'on nous prend au sérieux ? Est-ce qu'on existe en tant que personnes ? On est trop souvent des personnes invisibles, tout en étant présent .e.s. »

Les freins : le temps que ça prend, les réticences des tutelles professionnelles, l'organisation mais aussi le manque de



le cnam



reconnaissance scientifique, le soupçon de « manipuler » les gens

Les apports : connaissances + publicisation de problèmes publics (exemple : privation de droits excessives et dommageables en France) +

émancipations + transformations dans pratiques de recherche, professionnelles...

Bref : un chantier passionnant, à soutenir !

Liste des participants : Maria Térésa Pontois, CNRS, Christian Azais co-directeur du Lise UMR CNRS, Patrick Bruneteau CNRS Paris 1, Anne Marie Lavarde, CNRS Ladyss, Cyril Fiorini doctorant Cnam, HT2S, Julie Robelet, journaliste ATD Quart Monde, Xavier Verzat ATD Quart Monde, Marianne De Laat, atd Quart Monde atelier du croisement des savoirs, Paul Maréchal délégué national ATD Quart Monde, Claude Ferrand atd Quart Monde l'initiative du Croisement des savoirs